

Zone euro : quand le populisme ne suffit plus !

À peine une semaine après le sommet du G20 à Cannes, Silvio Berlusconi, personnage politique controversé et quasi mythique en Italie, a quitté le pouvoir maintenant que le plan de réformes budgétaires a été adopté. Abandonné par ses principaux alliés politiques, autant en Italie qu'en Europe, le « cavalier » ne pouvait décidément plus continuer. D'autant plus que le coup de grâce est venu cette fois-ci d'un adversaire redoutable: les marchés.

Un combat impossible à gagner

Pourtant, M. Berlusconi a souvent été défié dans l'arène politique et il n'a jamais cédé. Grâce à son populisme, il a même pu résister aux poursuites dont il faisait l'objet, notamment pour les scandales à saveur sexuelle ou encore pour ceux concernant des allégations de corruption. Mais lorsqu'il a été privé du support et de la confiance des principaux chefs du G20 et sommé par

ceux-ci de faire le ménage dans les finances de son pays, sous la supervision de la Commission européenne et du FMI, le combat contre les marchés semblait perdu d'avance.

Déjà, pendant le sommet de Cannes, les marchés s'étaient montrés très sévères envers l'Italie. Les taux d'intérêt sur les obligations italiennes de 10 ans avaient culminé à plus de 6% vers la fin de la semaine. Mercredi dernier, ces taux avaient franchi la barre symbolique de 7%, soit plus de trois fois les taux exigés pour les obligations allemandes. Un tel niveau ne serait pas soutenable bien longtemps: le service de la dette représente 5% du PIB en 2010, soit 70 milliards d'euros en intérêts (Source: Institut Istat). De plus, l'Italie fera face en 2012 à la renégociation d'une part importante de ses obligations, environ 300 milliards d'euros.

Pas de parallèle avec la Grèce

On serait alors tenté de voir

dans la situation italienne une réplique de celle de la Grèce. Ça serait trop hâtif. Il est vrai que, comme pour la Grèce, la plupart des analystes observaient la situation italienne avec beaucoup de préoccupations. Il est vrai aussi que le chef de gouvernement grec, George Papandréou, a été obligé de démissionner de son poste parce qu'il était incapable de réaliser les réformes ciblées. Mais les comparaisons s'arrêtent là.

En effet, même si la Grèce a toujours présenté un danger pour la stabilité économique de la zone euro, son poids y est limité en comparaison avec l'Italie. L'économie italienne représente 17 % de toutes les économies de la zone euro alors que celle de la Grèce n'en représente qu'environ 3%. La solvabilité de l'Italie face à sa dette imposante de 1900 milliards d'euros (120% du PIB) n'est nullement mise en cause. C'est surtout le fardeau que représentera, d'une année à l'autre, son service de



Silvio Berlusconi

la dette dans le budget de l'État qui pose un problème majeur. De plus, le fonds européen de stabilité financière (1000 milliards d'euros) peinera à soutenir cette dette si des problèmes sérieux venaient à se produire. Enfin, contrairement à la Grèce, l'Italie est une économie forte, diversifiée, ouverte et compé-

titive. Ce qui en fait d'ailleurs la troisième puissance dans la zone euro après l'Allemagne et la France.

La prochaine escale?

Dans les faits, la sanction des marchés est plutôt un message clair sur l'obligation de résultats, envoyé aux décideurs qui seraient trop guidés par le populisme. En ce sens, il n'est pas étonnant de voir le président français Nicolas Sarkozy et son premier ministre François Fillon s'empresser en début de semaine dernière de déposer leur nouveau plan de rigueur, immédiatement après la clôture du G20.

De toute évidence, face à cette crise qui assaille la zone euro, les deux veulent éviter à tout prix que sa prochaine escale soit française !

Khalid Adnane, économiste

École de politique appliquée,
Département d'histoire
Université de Sherbrooke